

Etats-Unis/Ingérence russe

La CIA avait informé Obama dès l'été 2016 que Poutine voulait aider Trump

AFP
Washington/États-Unis

Révélation hier, avec force détails, du Washington Post.

LA CIA avait averti le président Barack Obama dès août 2016 que les piratages du parti démocrate avaient été ordonnés par Vladimir Poutine dans le but de nuire à Hillary Clinton et d'aider Donald Trump, selon le Washington Post hier.

Les soupçons pesaient déjà contre la Russie en juillet 2016, quand des messages volés du parti démocrate ont été diffusés par WikiLeaks à la veille de la convention démocrate. Mais le Washington Post raconte désormais avec détails l'alerte lancée par le service de renseignement américain à la Maison Blanche, plusieurs mois avant que Washington n'accuse publiquement, le 7 octobre 2016, les plus hauts échelons du gouvernement russe d'avoir fomenté les piratages

informatiques.

Et ce n'est qu'en janvier 2017 que les États-Unis accuseront nommément le président russe d'avoir cherché à déstabiliser le système électoral américain, à saper les chances d'Hillary Clinton et à aider celles du républicain Donald Trump.

Dès août 2016, selon le quotidien, Barack Obama a mis la Maison Blanche sur le pied de guerre dans le plus grand secret, ordonnant à ses services de renseignement et de sécurité d'obtenir le plus d'informations possible et de dresser une liste de représailles possibles, allant de sanctions économiques à des cyber-attaques.

Le Post rapporte qu'en plus de l'avertissement formulé par Barack Obama directement à Vladimir Poutine en marge d'un sommet en Chine en septembre, le patron de la CIA, John Brennan, a téléphoné le 4 août à son homologue des services de sécurité russes FSB, Alexander Bortnikov, pour l'avertir. Et le 31 octobre, un mes-



Photo : AFP

Le président russe Vladimir Poutine œuvrant à l'élection à la tête des États-Unis de Donald Trump : le Washington Post révèle que la CIA en avait informé l'ex-président Barack Obama.

sage a été envoyé à Moscou par un canal sécurisé pour prévenir que toute interfé-

rence dans le scrutin du 8 novembre serait inacceptable. Mais Barack Obama, comme cela a été rapporté auparavant, était réticent à riposter avant l'élection, de peur que la Russie ne lance des attaques le jour du scrutin, et également par crainte que toute action ne soit interprétée politiquement par les républicains. Finalement, Barack Obama autorisa le 29 décembre des sanctions : l'expulsion de 35 espions sous couverture officielle, la fermeture de deux résidences diplomatiques russes aux États-Unis, et des sanctions économiques contre les services secrets russes. Secrètement, l'ancien président démocrate aurait également autorisé une opération ultra-sensible conjointe de la CIA, de la NSA et du cyber-commandement américain : l'implantation dans les infrastructures russes de codes malicieux dormants pouvant être ensuite déclenchés en cas d'escalade. Selon le Post, rien n'indique que cet ordre de M. Obama ait été annulé par son successeur, Donald Trump.

L'Afrique en bref

• Botswana/Politique. Mort de l'ancien président Masire



Photo : AFP

L'ancien président du Botswana, Ketumile Masire, deuxième chef d'Etat de ce pays d'Afrique australe après son indépendance et médiateur dans plusieurs conflits sur le continent, est mort jeudi à l'âge de 91 ans.

• Nigeria/Troubles. Tensions dans un quartier de Kano

Dans le quartier de Sabon Gari, enclave chrétienne de l'immense ville musulmane de Kano, dans le nord du Nigeria, la tension monte et les esprits s'inquiètent, après l'appel de groupes musulmans demandant aux Igbo chrétiens de quitter la région d'ici au 1er octobre.

• Ouganda/Réfugiés. L'appel de Guterres

Le secrétaire général de l'Onu, Antonio Guterres, a appelé hier à l'ouverture du sommet de Kampala la communauté internationale à faire preuve de "solidarité" à l'égard de l'Ouganda, qui doit faire face à l'afflux de près d'un million de réfugiés soudanais.

• Sur le terrain judiciaire

Trump met en doute l'impartialité du procureur enquêtant sur l'affaire russe

AFP
Washington/États-Unis

DONALD Trump a mis en doute l'impartialité du procureur spécial chargé d'enquêter sur une éventuelle collusion entre des proches du président américain et le Kremlin pendant la campagne électorale de 2016, dans un entretien diffusé hier.

Ancien patron respecté du FBI sous les présidents ré-

publicain George W. Bush et démocrate Barack Obama, Robert Mueller a été nommé mi-mai pour prendre les rênes de l'enquête sur la campagne d'influence présumée de la Russie pendant l'élection américaine, peu après le limogeage brutal de l'ancien chef du FBI James Comey sur ordre de Donald Trump.

A une journaliste de Fox News qui lui demandait si Robert Mueller devrait abandonner l'enquête à cause de ses liens présumés

avec l'ex-chef du FBI et des sympathisants démocrates, Donald Trump a répondu : "C'est un très, très bon ami de Comey, ce qui est très gênant".

"Je peux dire que les gens qui ont été embauchés" pour travailler dans l'équipe de M. Mueller "sont tous des partisans de Hillary Clinton", a-t-il poursuivi. Selon des médias américains, certains membres de l'équipe ont fait des donations à des candidats démocrates.

"Mais Robert Mueller est un

homme honorable et j'espère qu'il trouvera une solution honorable", a conclu Donald Trump dans l'entretien enregistré jeudi.

Nommé par le ministère de la Justice, Robert Mueller dispose d'une plus grande indépendance qu'un procureur normal ou que le patron du FBI, un procureur spécial ne pouvant notamment être remercié que pour faute grave.

Son large périmètre d'investigation inclut "tout lien et/ou coordination entre le

gouvernement russe et des individus associés à la campagne du président Donald Trump", mais aussi "tout sujet" découlant de ces investigations.

Donald Trump avait donné crédit mi-juin, à travers un tweet ambigu, aux révélations de plusieurs médias avançant que Robert Mueller enquêtait désormais également sur une possible entrave à la justice de la part du chef de l'exécutif américain dans cette affaire russe.

RDCongo/Politique

L'Eglise mobilise pour le respect de l'accord de sortie de crise

AFP
Kinshasa/RDCongo

200 agents ont ainsi été désignés par les 47 diocèses du pays afin d'initier les Congolais à l'organisation de manifestations pacifiques.

LES évêques catholiques ont invité hier à Kinshasa les Congolais à se mobiliser et à se mettre "debout" pour demander l'application intégrale de l'accord de sortie de crise entre pouvoir et opposition en République démocratique du Congo, conclu sous leur médiation.

"Nous avons le devoir sacré de nous approprier (...) l'accord de la Saint-Sylvestre, l'unique feuille de route, solidement fondé sur la Constitution de la République dont il faut exiger le respect et la mise en application intégrale par les signataires", a déclaré Mgr Marcel Utambi, président de l'épiscopat congolais, à l'issue de l'assemblée générale de la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco).

A cette occasion, une campagne de mobilisation a été lancée par la Cenco : 200 agents ont été désignés par les 47 diocèses du pays afin d'initier les Congolais à l'organisation de manifestations pacifiques.

"Il ne faut céder ni à la peur, ni au fatalisme", a enjoint Mgr Utambi qui lisait la déclaration de l'épiscopat intitulée "Le pays va mal. Debout Congolais". "Une minorité de concitoyens a décidé de prendre en otage la vie des millions de Congolais", a-t-il regretté.

Tout en présentant "un tableau sombre" du pays sur les plans politique, sécuritaire, économique et social, les évêques ont dénoncé une mise en œuvre de l'accord insignifiante, "hypothéquant la tenue d'élections libres, démocratiques et apaisées" prévues à la fin de l'année.

L'accord de la Saint-Sylvestre, signé fin 2016, a enté-

riné une décision de la Cour constitutionnelle qui maintient le président Joseph Kabila au pouvoir au-delà de la fin de son mandat qui a échoué le 20 décembre. En contrepartie, un Premier ministre devait être désigné par l'opposition et diriger un gouvernement d'unité jusqu'à la tenue d'une présidentielle devant avoir lieu avant la fin de l'année, mais devenue de plus en plus hypothétique.

"Les prétendues solutions mises en place ne contribuent pas à la cohésion nationale. Elles risquent plutôt de hâter l'implosion" du pays, s'est inquiétée l'Église faisant allusion à la désignation par M. Kabila d'un dis-

side de l'opposition au poste de Premier ministre. Âgé de 46 ans, M. Kabila a succédé à son père en janvier 2001. Élu président en 2006, il a été réélu en 2011, lors d'un scrutin entaché de fraudes massives.

Son mandat s'est achevé en décembre et la Constitution lui interdit de se représenter. Son maintien à la tête du pays a aggravé la crise politique que traverse le pays. État continent au cœur de l'Afrique, dévasté par deux guerres entre 1996 et 2003, la RDC n'a connu aucune transition démocratique du pouvoir depuis son indépendance de la Belgique en 1960.

A travers le monde

• Irak/Attentat. Douze morts à Mossoul

Au moins 12 personnes ont été tuées hier lorsqu'un kamikaze s'est fait exploser parmi des civils qui fuyaient la vieille ville de Mossoul, où les forces irakiennes reprennent du terrain aux jihadistes, ont indiqué des officiers.

• Pakistan/Attentats. 24 morts à l'approche de l'Eid

Des attentats ont ensanglanté le dernier vendredi du mois sacré du ramadan au Pakistan, l'un faisant 13 morts au Baloutchistan, province instable du sud-ouest, et l'autre 11 morts sur un marché bondé de Parachinar, à la frontière afghane.

• Russie/Présidentielle. L'opposant Navalny déclaré inéligible

Le principal opposant au Kremlin, Alexeï Navalny, n'a "actuellement" pas le droit de se présenter à la présidentielle de mars 2018 en raison de sa condamnation à cinq ans avec sursis pour détournement de fonds, a indiqué hier la commission électorale centrale.